

TRANSPORTS

Halte ferroviaire : « on coche toutes les cases mais... »

LE CHÂTELET-SUR-RETOURNE Alors que tous les indicateurs sont au vert pour la réouverture d'une halte ferroviaire, SNCF Réseau affiche un montant démentiel pour les futurs travaux. Les acteurs du dossier, douchés par cette somme, continuent d'avancer.

PAULINE GODART

Vendredi après-midi, les maires des 19 communes concernées par le projet de réouverture de la halte se sont réunis autour du député Lionel Vuibert et d'un nouvel invité, David Valence, vice-président du conseil régional en charge des transports, député des Vosges et président national du conseil d'orientation des infrastructures. Un expert hors pair, selon les participants, qui a donné le ton du projet : « C'est rare de voir autant d'implication de la part des élus locaux. Il faut maintenant maintenir la pression chez SNCF Réseau, donner du rythme au calendrier et considérer que cette halte est inscrite à l'agenda. »

Il s'agissait donc, vendredi, de rendre compte des multiples études réalisées ces derniers mois par la communauté de communes, la Région ou encore SNCF Réseau. Alors que la question des parkings est depuis longtemps réglée grâce à deux terrains appartenant au Châtelet (pouvant accueillir quelque 570 voitures au total), d'autres bonnes nouvelles sont arrivées.

"Quelqu'un doit jouer la montre chez SNCF Réseau pour en arriver à annoncer de tels coûts. Mais qui ?"

Jean-Michel Mavel, maire du Châtelet

À commencer par l'étude menée auprès des usagers. 1 040 réponses ont été reçues par le Pays rethélois, ce qui correspond, selon les instigateurs, à 80 % de la population avec en moyenne trois personnes par foyer. « C'est deux fois plus que l'étude menée en 2018. Preuve de la prise de conscience écologique et de la nécessité de décarboner nos transports », fait savoir le président Averly. Parmi les répondants, 14 % disent envisager de prendre le train quotidiennement (soit 517 personnes), 652 personnes « une à deux fois par semaine » et 38 %, « pendant les vacances et le week-end » (soit 1 431 personnes) : pour les élus, le signal est fort et le potentiel commercial, bien présent.

Autre sujet de réjouissance : celui du cadencement des trains. « L'étude menée par la Région prouve que le projet est possible en se basant sur



La future halte ne pourra être bâtie à l'emplacement de l'ancienne. Il faudra donc prévoir, pour être au niveau des rails, une somme hypothétiquement colossale. P.G.

6000

C'est le nombre de personnes résidant à moins de 10 minutes en voiture de la future halte. 700 personnes sont à moins de 15 minutes à pied.

quatre arrêts au Châtelet, dans un sens puis dans l'autre, sur les 23 allers/retours opérés chaque jour. Cela n'impactera pas la circulation ni le maté-

riel. Et l'ouverture à la concurrence sur l'étoile ferroviaire de Reims devrait permettre d'obtenir d'autres offres, avec peut-être plus d'arrêts », disent, en chœur, les interlocuteurs.

26 MILLIONS D'EUROS DE TRAVAUX

Oui, mais voilà. Si tous les voyants sont au vert et les élus ultra-enthousiastes, c'est sans compter sur la somme astronomique avancée par SNCF Réseau (qui réalisait là sa première étude sur le sujet) pour procé-

der à la création de la halte. « 26 millions d'euros, expose le maire du Châtelet, Jean-Michel Mavel. Ils ont mis tout ce qui pouvait coûter le plus cher, la ceinture avec les bretelles sur le pantalon, et promettent que les prix baisseront quand les études seront affinées. » Car ce premier diagnostic, selon les élus, aurait été mené un peu trop à l'aveugle pour être complètement crédible. De quoi donc, faire perdre encore un peu de temps. Mais pourquoi une telle somme ?

L'ASSOCIATION FATIGUE UN PEU MAIS NE DÉSESPÈRE PAS

L'Apogerr, association pour l'ouverture des gares entre Reims et Rethel, continue son combat sans rien lâcher. « Les 26 millions avancés par SNCF Réseau, c'est un coup de massue », opine quand même son président William Martin. Il se souvient de l'épopée de la gare de Bazancourt, ouverte en 2008 après 8 ans de lutte. « Aujourd'hui, c'est la gare la plus fréquentée de la région, selon les indicateurs. Il faut donc patienter encore. »

Parce que la halte ne pourra être rebâtie au même emplacement que l'ancienne, située dans le périmètre Seveso du magasin de la CAJ. « Il faudra donc la déplacer et, à l'endroit ciblé en direction de la rivière, construire un mur de soutènement pour le talus car on n'est plus à niveau avec les rails. Mur et remblais sont estimés à 15,5 millions », poursuit le maire, non sans dénoncer le choix de l'emplacement, au plus près de la Returnne, sur un sol limoneux décrit par SNCF Réseau. « 200 mètres linéaires sont nécessaires pour le quai, d'accord. Mais la halte pourrait être remontée légèrement vers la coopérative, il n'y aurait dans ce cas qu'un poste d'aiguillage à déplacer. Moins il y a de talus, moins ça coûterait. Je connais bien le terrain et le sol, ça fait des années qu'on le dit afin d'obtenir une étude réaliste. Quelqu'un doit jouer la montre ! »

LA MAIN LOURDE, VOLONTAIRE

Du côté de l'opérateur, l'analyse est autre. « Les politiques n'ont pas le même calendrier que nous. Ils posent une question et veulent avoir la réponse aussitôt. Or, on a l'habitude de faire un chiffre haut, avec la main un peu lourde, à dire d'expert, pour ne pas avoir à l'augmenter après, dit un agent. Les études fines, ça a un coût et ça prend du temps. » Ascenseurs, terrassement, présence des ouvrages autour, sécurisation électrique... « Non, il ne s'agira pas de mettre un peu de terre avec une bordure. » Le cahier des charges des porteurs de projet sera présenté à SNCF Réseau avant l'été pour de plus profondes études, sachant qu'un plan B existe sur un terrain plus plat – mais plus éloigné des parkings. ■

Extrait du journal L'Union - Mardi 13 février Page:6/7